

Document:	<u>EB 2010/99/R.10</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>8 b)</u>
Date:	<u>7 avril 2010</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République dominicaine

Programme d'options stratégiques pour le pays

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-neuvième session
Rome, 21-22 avril 2010

Pour: **Examen**

Note aux membres du Conseil d'administration

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les représentants qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Marco Camagni

Chargé de programme de pays

téléphone: +39 06 5459 2576

courriel: m.camagni@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	iii
Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA	iv
Résumé de la stratégie pour le pays	v
I. Introduction	1
II. Le contexte du pays	1
A. Économie, agriculture et pauvreté rurale	1
B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel	6
III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays	8
A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures	8
B. Enseignements tirés	9
IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays	10
A. Avantage comparatif du FIDA	10
B. Objectifs stratégiques	11
C. Perspectives d'innovation	12
D. Stratégie de ciblage	12
E. Articulation au niveau des politiques	13
V. Gestion du programme	13
A. Gestion du COSOP	13
B. Gestion du programme de pays	14
C. Partenariats	14
D. Gestion des savoirs et communication	15
E. Cadre de financement SAFFP	16
F. Risques et gestion des risques	17

Appendices

I. Proceso de consulta del COSOP (Processus de consultation pour l'élaboration du COSOP)	1
II. Country economic background (Situation économique du pays)	4
III. COSOP results management framework (Cadre de gestion des résultats du COSOP)	5

Dossiers clés

Dossier clé 1: Rural poverty and rural sector issues (Pauvreté rurale et secteur rural)	6
Dossier clé 2: Organization capabilities matrix (Matrice des compétences des organisations)	7
Dossier clé 3: Complementary donor initiatives/potential partnerships (Initiatives complémentaires d'autres donateurs/possibilités de partenariats)	9
Dossier clé 4: Target group priority needs and project response (Besoins prioritaires du groupe cible et réponses apportées par le projet)	11

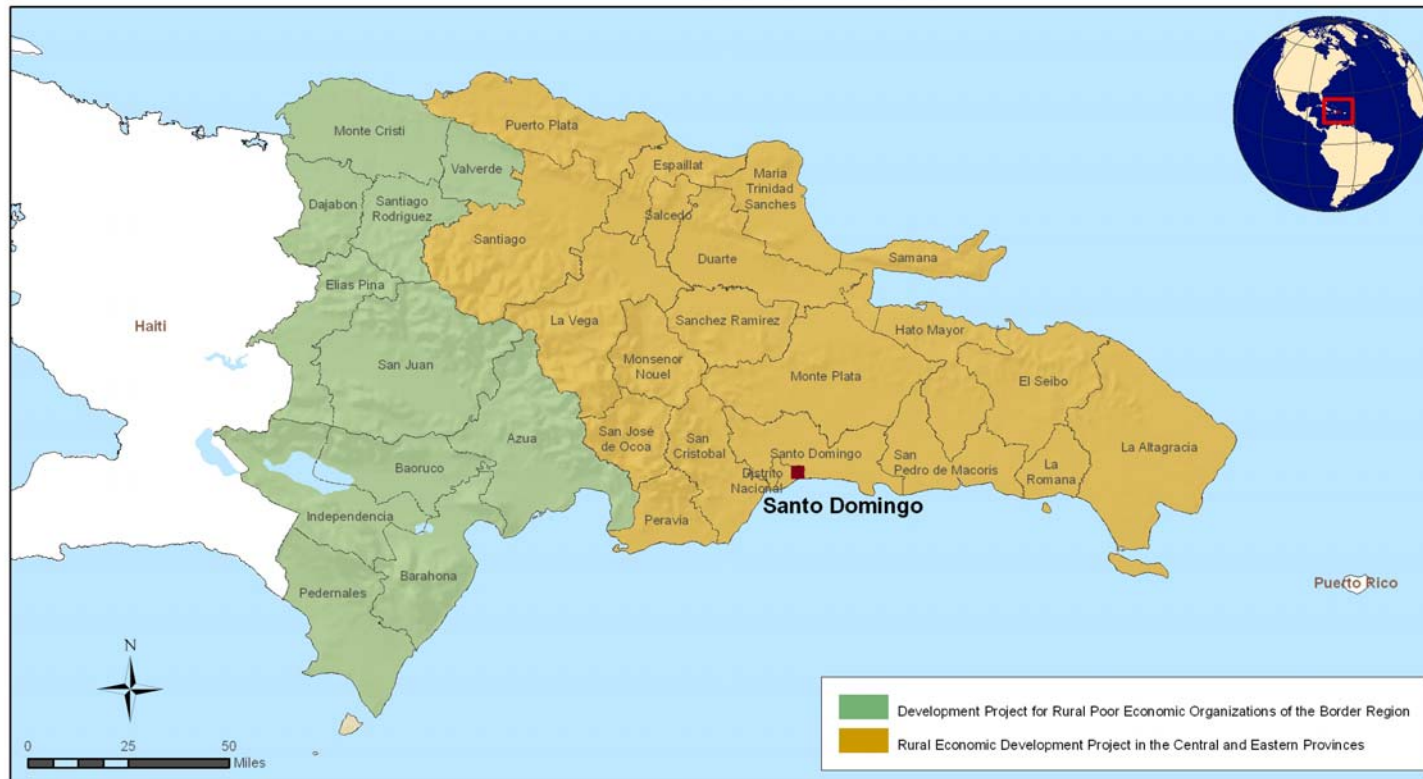
Sigles et acronymes

AECID	Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PACTA	Projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité du secteur agroalimentaire
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
BID	Banque interaméricaine de développement
IICA	Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
PROPESUR	Projet en faveur des petits paysans de la région du Sud-Ouest
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Carte du pays indiquant les zones d'intervention du FIDA

Dominican Republic

IFAD-funded operations in the country



23-2-2010



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Résumé de la stratégie pour le pays

1. Le présent document est le premier programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) préparé pour la République dominicaine selon les directives applicables aux interventions axées sur les résultats. L'actualisation de la stratégie de pays du FIDA tombe à point nommé car le Fonds procède actuellement à l'expansion de son programme de pays et que le gouvernement a maintenant promulgué la nouvelle Stratégie de développement national 2010-2030.
2. Le présent COSOP axé sur les résultats a été préparé en étroite collaboration avec les pouvoirs publics et les autres partenaires et parties prenantes clés, et repose sur l'avantage comparatif du FIDA – l'attention portée de longue date aux couches les plus pauvres de la population rurale et à l'appui en faveur des petits exploitants, qui représentent la grande majorité des producteurs agricoles du pays. C'est pourquoi, l'agriculture ayant retrouvé sa place au premier rang des préoccupations politiques à la suite de la crise causée par la flambée des prix des denrées alimentaires de 2008, le Gouvernement de la République dominicaine considère le FIDA comme un partenaire clé du développement rural et agricole.
3. La stratégie retenue vise à permettre aux femmes et aux hommes pauvres vivant dans les zones rurales de la République dominicaine d'améliorer durablement leurs revenus et leur sécurité alimentaire.
4. Les trois objectifs stratégiques proposés en accord avec les pouvoirs publics sont en pleine harmonie avec les politiques du gouvernement sur lesquelles ils sont alignés:
 - a) **Objectif stratégique 1:** élargir l'accès des petits agriculteurs organisés à des marchés agroalimentaires dynamiques, dans le cadre de partenariats avec le secteur privé ouverts à tous et rentables;
 - b) **Objectif stratégique 2:** améliorer l'accès des petits agriculteurs aux pratiques et technologies axées sur le marché et adaptées au changement climatique;
 - c) **Objectif stratégique 3:** accroître le capital humain et social et développer les petites entreprises et les possibilités d'emploi extra-agricoles des ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes, dans les secteurs les plus dynamiques (par exemple, le tourisme).
5. Le présent COSOP axé sur les résultats couvre la période 2010-2014. L'état d'avancement de l'exécution du COSOP sera évalué chaque année pour suivre les effets des projets et des programmes dans le pays. À mi-parcours du COSOP, c'est-à-dire après les élections présidentielles de 2012, le cadre des résultats du COSOP sera révisé et, le cas échéant, ajusté afin de refléter toute nouvelle priorité du gouvernement.

République dominicaine

Programme d'options stratégiques pour le pays

I. Introduction

1. Le présent document est le premier programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) préparé pour la République dominicaine selon les directives applicables aux interventions axées sur les résultats. Pendant la période couverte par le précédent COSOP, le FIDA a exécuté un projet en République dominicaine, le projet en faveur des petits paysans de la région du Sud-Ouest (PROPESUR), qui ciblait trois des provinces les plus pauvres du pays situées le long de la frontière occidentale avec Haïti et qui a été clôturé en décembre 2007. Récemment, une nouvelle opération, le projet de développement en faveur des organisations économiques des populations rurales pauvres de la région frontalière, a été approuvée par le Conseil d'administration pour cibler 11 provinces de la même région frontalière. Ayant reçu une demande concernant un deuxième projet destiné à couvrir le reste du pays (projet présenté au Conseil d'administration à sa session d'avril 2010), le FIDA a décidé d'intégrer les deux opérations dans un cadre stratégique actualisé (le dernier COSOP avait été approuvé en décembre 2001), alignant le COSOP sur la Stratégie de développement national 2010-2030 promulguée par le Gouvernement de la République dominicaine.
2. Pendant la formulation du présent document, le FIDA a rencontré de hauts fonctionnaires du Ministère de l'agriculture, du Ministère des finances, du Ministère de l'économie, de la planification et du développement et du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles. De plus, les membres des missions de formulation¹ du COSOP axé sur les résultats ont conduit des entretiens avec un grand nombre d'autres institutions publiques pertinentes, les principales organisations de développement international et des représentants du secteur privé, de la société civile et des associations et fédérations de producteurs.

II. Le contexte du pays

A. Économie, agriculture et pauvreté rurale

Situation économique générale

3. La République dominicaine occupe les deux tiers orientaux (soit 49 000 km²) de l'île d'Hispaniola, située dans l'ouest de la mer des Caraïbes; elle est bordée à l'ouest par Haïti. Selon les estimations de la croissance démographique, fondées sur le recensement national de 2002, la population totale du pays était en 2008 de 9,6 millions d'habitants, dont 36% vivaient en milieu rural.
4. Avec, en 2006, un revenu national brut (RNB) par habitant égal à 2 910 USD et un PIB de 31,84 millions d'USD², la République dominicaine est classée dans les pays à revenu intermédiaire.
5. À la suite de la grave crise économique qui a secoué le pays en 2003, le Gouvernement de la République dominicaine a pris des mesures correctives qui ont vigoureusement relancé l'économie. La croissance du PIB réel a bondi, passant de 1,2% en 2004 à 9,5% en 2005, 10,7% en 2006 et 8,5% en 2007, mais a ralenti pour tomber à 4,8% en 2008. Après les catastrophes naturelles survenues à la fin de l'année 2007, des chocs exogènes (chute des cours du nickel et hausse des prix des

¹ Marco Camagni, chef de mission et chargé de programme de pays (CPP) pour la République dominicaine, Jorge Caballero, consultant principal de la FAO, Steven Jonckheere, consultant du FIDA et Clara Solis, consultante nationale, se sont rendus dans le pays du 25 mai au 8 juin 2009. Une deuxième mission dirigée par le CPP a été effectuée du 27 septembre au 5 octobre 2009 afin de valider la version préliminaire du présent COSOP. La mission de validation définitive s'est déroulée du 27 janvier au 5 février 2010.

² Banque mondiale, CD-ROM 2008 de la base de données des "Indicateurs du développement dans le monde".

produits alimentaires et de l'énergie) ont fortement creusé le déficit budgétaire et celui des paiements courants et aggravé l'inflation.

6. Soucieux de contrecarrer les effets négatifs des chocs sur les couches les plus pauvres de la population, le gouvernement a jugé indispensable d'accroître les subventions aux prix des produits alimentaires de base (riz, haricots, lait et volaille) ainsi que de l'énergie et des transports publics. Dans ces circonstances, la politique monétaire a servi de point d'ancrage pour maîtriser les pressions inflationnistes et maintenir un taux de change relativement stable³. Avec la forte chute des prix des produits alimentaires et de l'énergie observée depuis octobre 2008, parallèlement au ralentissement économique mondial et à la crise financière internationale, l'inflation a rapidement reculé pour se chiffrer à 4,5% en fin d'année, son taux le plus bas en sept ans.
7. En 2009, l'économie dominicaine a vu sa croissance ralentir, reflétant le ralentissement de celle de son principal partenaire commercial, les États-Unis. Selon les chiffres les plus récents, le PIB réel a augmenté de 3,5% seulement l'année passée⁴. Cette situation a incité le gouvernement à solliciter l'aide du Fonds monétaire international (FMI) pour corriger le déficit de la balance courante et stimuler la relance économique. Au cours du dernier trimestre de 2009, le Gouvernement de la République dominicaine a signé un accord de confirmation⁵ avec le FMI concernant un financement d'un montant total de 1 700 millions d'USD pour la période d'octobre 2009 à février 2012.
8. Le Traité de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (DR-CAFTA) est entré en vigueur en mars 2007. Ce traité, tout en ouvrant les portes du marché des États-Unis et en attirant potentiellement de nouveaux investissements dans la région, exige des pays, notamment la République dominicaine, qu'ils améliorent considérablement leur compétitivité. Il en va de même pour le traité en cours de négociation avec l'Union européenne.
9. Selon les statistiques officielles, Haïti est le quatrième marché d'exportation de la République dominicaine (en 2007, les exportations vers Haïti ont représenté approximativement 150 millions d'USD, soit 7% de la valeur totale des exportations⁶). Toutefois, ces statistiques ne tiennent pas compte de nombreuses transactions informelles effectuées dans les villes frontalières. Dans la réalité, le commerce entre les deux pays est beaucoup plus important, en particulier au sein des communautés très pauvres de descendants de Haïtiens installées le long de la frontière.

Agriculture et pauvreté rurale

10. La contribution de l'agriculture au PIB, en tant que quatrième secteur économique le plus important, a diminué pendant la décennie actuelle pour tomber à 6,5% du PIB en 2006, contre 13,3% du PIB en 1993. Étant donné que le secteur emploie 15% de la population économiquement active, le déclin de la production qui s'est répercuté sur les revenus des petits agriculteurs et des travailleurs ruraux est considéré comme l'une des causes structurelles de la pauvreté rurale. Dans le secteur de l'agriculture, les cultures représentent quelque 55% de la production totale, l'élevage 40% et la foresterie et la pêche 5%. La surface totale de terre arable est de 5 millions d'ha, celle des pâturages de 2 millions d'ha tandis que les forêts et les terres boisées occupent 600 000 ha supplémentaires. L'agriculture traditionnelle est en déclin depuis le début des années 1980, étouffée par des taux d'intérêt réels élevés, le contrôle des prix, le sous-investissement, la vente subventionnée par les

³ FMI, République dominicaine: lettre d'intention.

⁴ Source: Banque centrale de la République dominicaine.

⁵ Il s'agit d'une modalité de financement du FMI, établie en 1952, au titre de laquelle un pays membre peut recourir au FMI à concurrence d'un montant spécifié pour surmonter des difficultés de courte de durée ou cycliques de sa balance des paiements. Les tranches de versement sont normalement trimestrielles, leur décaissement étant subordonné au respect par le membre de certains critères de résultats, par exemple la réalisation d'objectifs monétaires et budgétaires.

⁶ Source: Centre d'exportation et d'investissement de la République dominicaine (CEI-RD).

pouvoirs publics de produits végétaux et animaux importés et la concurrence étrangère.

11. Toutefois, ces dernières années, le secteur agricole affiche les signes prometteurs d'un dynamisme retrouvé, avec une augmentation annuelle de la production brute se situant en moyenne à plus de 7% pour 2005-2006. Ce résultat positif a été suivi d'un ralentissement en 2007 (1,2%) et 2008 (-3,4%), imputable aux effets conjugués de chocs exogènes (catastrophes naturelles et hausse des prix de l'énergie), puis d'un rétablissement spectaculaire l'année dernière (14,6% de croissance selon les estimations de septembre 2009⁷), essentiellement dû au soutien apporté par les pouvoirs publics à la production d'aliments de base. Les cultures non traditionnelles (fruits et légumes tropicaux) et les produits biologiques (café, bananes et cacao) se sont adjugés une part de marché croissante en Europe et aux États-Unis.
12. Les plantations commerciales de la République dominicaine, dirigées par de moyennes et grandes exploitations, concernent principalement la canne à sucre, les bananes, les agrumes et la production laitière. Les grandes plantations d'avocats, les exploitations productrices de fruits tropicaux et les exploitations horticoles ciblant le marché extérieur ont récemment élargi le champ de la production agricole d'exportation. Les petits agriculteurs vivant le long de la frontière occidentale, sur les collines des trois sierras, sont spécialisés dans la production de café, d'avocats, de haricots et de guandul ou pois cajan (*Cajanus cajan*). Dans les zones arides du sud et du nord-ouest, les petits agriculteurs associent la culture de parcelles de riz, de haricots, de manioc, de banane et de plantain à l'élevage de chèvres et de moutons tropicaux. Dans les fonds de vallée, les cultures prédominantes sont le riz, les bananes et les haricots. Dans les montagnes centrales et orientales, le cacao est la principale culture de rente. La plupart des petits agriculteurs cultivent des lopins de terre pour la consommation du ménage, selon le système traditionnel d'exploitation connu sous le nom de *conuco*, qui associe bananes, plantain, haricots, manioc et fruits tropicaux à diverses autres cultures.
13. Pendant la dernière décennie, la République dominicaine a émergé comme l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits de créneaux spécialisés (production biologique, qualité particulière, commerce équitable) avec, par exemple, les bananes biologiques, le cacao et le café de qualité supérieure et biologiques, la mangue biologique. Forte de ses 14 000 producteurs biologiques, la République dominicaine peut se prévaloir aujourd'hui de l'un des plus grands secteurs de production biologique d'Amérique latine. La commercialisation est souvent du ressort de fédérations nationales de petits agriculteurs de troisième rang, telles que la Fédération des caféiculteurs de la région Sud (FEDECARES) pour le café et la Confédération nationale des cacaoculteurs dominicains (CONACADO) pour le cacao, ainsi que d'opérateurs du secteur privé assurant la transformation et l'exportation des produits. Plusieurs organisations tournées vers l'exportation possèdent la certification commerce équitable et/ou production biologique et sont directement en prise avec les marchés d'exportation ou s'en remettent au secteur privé pour exporter.
14. Du point de vue du développement, l'enjeu consiste à étendre les conditions permettant aux petits agriculteurs de bénéficier de ces créneaux commerciaux, d'améliorer la régularité de la qualité des produits et d'accroître les volumes d'une manière durable. La difficulté rencontrée par les petits agriculteurs pauvres pour accéder aux marchés et aux acheteurs en tirant de meilleurs bénéfices est souvent liée à un faible degré de compétitivité imputable à: i) la qualité des produits qui ne répond pas aux normes rigoureuses du marché (marché d'exportation ou marché intérieur); ii) la production et la productivité insuffisantes; iii) l'accès limité

⁷ Source: Banque centrale de la République dominicaine.

aux services d'assistance technique; et iv) l'accès très limité à des financements adéquats et d'un coût abordable.

15. La faible productivité de l'agriculture est le lot de la plupart des petits agriculteurs pauvres de tout le pays. La recherche sectorielle est placée sous la responsabilité de l'Institut dominicain de recherche agricole et forestière (IDIAF), une institution dotée du personnel adéquat et disposant des capacités de recherche requises mais dont les services de vulgarisation touchent une population limitée. Les services de vulgarisation du Ministère de l'agriculture ont été réduits au cours des deux dernières décennies en raison de contraintes budgétaires. Ce déclin se traduit par la diminution des effectifs chargés des services de vulgarisation auprès des agriculteurs et par les maigres ressources disponibles pour couvrir les frais de fonctionnement. Le projet d'appui à l'amélioration de la compétitivité du secteur agroalimentaire (PACTA) financé par la Banque interaméricaine de développement (BID) a renforcé les services de vulgarisation dans ses zones d'intervention, en fournissant du matériel de transport et des moyens d'atteindre les agriculteurs et de travailler avec eux. Des institutions de développement privées (ONG et fondations) offrent des services de vulgarisation de bonne qualité mais qui ne profitent qu'à un nombre limité d'agriculteurs dans leurs zones d'intervention respectives.
16. Les services financiers en milieu rural sont fournis par des intermédiaires informels – coopératives d'épargne et de crédit, institutions de microfinance, ONG et institutions financières publiques (Banco Agrícola et BANRESERVAS). La première a un portefeuille de prêts en faveur des petits agriculteurs très limité, dans la mesure où sa clientèle se compose principalement de petits commerces et de microentreprises urbaines. La Banco Agrícola accorde des prêts subventionnés à un nombre restreint de petits producteurs de certaines cultures (essentiellement le riz et les haricots) tandis que BANRESERVAS étend ses lignes de crédit aux microentreprises. Les banques commerciales perçoivent généralement le secteur agricole comme trop risqué pour des raisons liées au marché et au climat. Toutefois, récemment, deux institutions financières réglementées (Banco ADOPEM et Banco ADEMI) se sont lancées dans le crédit agricole et les marchés du secteur rural avec succès. Les deux banques ont signé une lettre d'intention d'après laquelle elles souhaitent participer en qualité de partenaires financiers au projet couvrant les provinces centrales et orientales, soumis au Conseil d'administration à sa session d'avril 2010, en même temps que le présent COSOP.
17. Cette année, le gouvernement a formulé une nouvelle proposition de loi relative à la création d'une assurance récolte et d'un fonds d'urgence en cas de catastrophe naturelle, dont l'approbation et la ratification par le Congrès national sont attendues. L'objectif de cette loi est de développer ces instruments de gestion des risques afin d'inciter le secteur financier à se lancer dans la finance agricole et de donner aux agriculteurs un instrument leur permettant d'atténuer leur vulnérabilité face aux risques naturels.
18. **Pauvreté rurale.** La croissance économique soutenue affichée par la République dominicaine pendant la dernière décennie n'a entraîné qu'un recul modeste de la pauvreté urbaine. Les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté en milieu rural sont restés inchangés. Le modèle économique actuel, axé sur le tourisme, l'industrie et les services, les limitations structurelles du secteur agricole et l'efficacité réduite des investissements sociaux et productifs publics dans les zones rurales explique en partie la prévalence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté en milieu rural. De plus, l'exposition du pays à des phénomènes naturels cycliques, ouragans et tempêtes tropicales, illustrée par les dégâts causés par les tempêtes tropicales Noel et Olga dans les zones rurales en 2007, est un facteur majeur qui contribue à aggraver les mauvaises conditions de vie des populations rurales pauvres.

Tableau 1

République dominicaine: Nombre de ménages touchés par la pauvreté et l'extrême pauvreté et incidence par région

Région	Pauvreté				Extrême pauvreté			
	Total Nombre	%	Rural Nombre	%	Total Nombre	%	Rural Nombre	%
District national	705 583	25,9	164 527	28,2	43 811	1,6	8 787	1,5
Valdesia	505 807	53,7	291 131	62,0	97 859	10,4	66 145	14,1
Est	454 308	51,8	166 170	73,4	78 760	9,0	44 793	19,8
Nord-est	323 391	53,3	214 190	65,2	42 992	7,1	30 466	9,3
Cibao Central	316 175	45,0	198 101	54,9	42 600	6,1	28 777	8,0
Nord-centre	498 200	34,5	282 508	47,1	61 235	4,2	43 706	7,3
Nord-ouest	216 323	55,5	107 628	64,0	45 181	11,6	25 577	16,4
Del Valle	353 969	69,0	213 166	81,2	142 434	27,8	98 788	37,7
Herniquillo	233 574	68,3	90 488	80,6	82 363	24,1	40 485	36,1
Total	3 609 330	42,2	1 727 963	55,5	637 271	7,5	389 524	12,5
Nombre total de ménages	897 605	40,9	441 715	55,6	171 308	7,8	108 689	13,7

Source: Office national de planification (ONAPLAN), 2005

19. D'après les estimations de la dernière évaluation officielle de la pauvreté conduite en 2005, 41% de la population vivaient sous le seuil de la pauvreté et 8% sous le seuil de l'extrême pauvreté, soit 4,6 millions et 1,6 million de personnes, respectivement. Les résultats ont aussi mis en évidence le profond fossé urbain-rural en matière de pauvreté, avec 46% de pauvres en milieu urbain contre 82% dans les zones rurales, des pourcentages plus élevés que dans la plupart des pays de la région Amérique latine et Caraïbes. Les nombres de ménages pauvres et extrêmement pauvres ont été estimés à 897 605 et 171 308, respectivement (voir le tableau 1).
20. L'incidence de la pauvreté et de l'extrême pauvreté est plus élevée dans les régions frontalières avec Haïti, la zone d'intervention de tous les projets antérieurs et actuels du FIDA. Les autres zones rurales sont également très pauvres; dans les provinces centrales et orientales telles que El Seibo, Monte Plata, Hato Mayor et San José de Ocoa, l'incidence de la pauvreté rurale est supérieure à la moyenne nationale. En outre, on y trouve 77% de l'ensemble des ménages ruraux pauvres du pays et quelque 59% de tous les producteurs agricoles, dont plus de 80% sont considérés comme de petits producteurs.
21. Le pays souffre également d'une inégalité de revenus persistante: les 10% les plus aisés de la population possèdent près de 40% des richesses nationales tandis que la moitié inférieure se partage moins d'un cinquième du PNB. Selon le Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, en République dominicaine le coefficient de Gini est égal à 51,6, soit l'un des plus élevés de la région Amérique latine et Caraïbes.
22. La population la plus vulnérable se compose de femmes, d'enfants, de jeunes et de Dominicains d'origine haïtienne. L'enquête démographique et sanitaire de 2007 a constaté un accroissement significatif des ménages dirigés par une femme, dont la proportion est passée de 28,0% en 2002 à 35,3% en 2007. Les ménages ruraux dirigés par une femme sont généralement plus pauvres que ceux dirigés par un homme. En 2006, le chômage touchait 9,3% d'hommes contre 25,5% de femmes. Les taux de chômage élevés poussent les jeunes à migrer vers les centres urbains, la capitale ou les zones touristiques, en quête de travail. Une autre catégorie très vulnérable de la population rurale pauvre est constituée par les descendants de

Haïtiens et les immigrants haïtiens, qui représentent la majorité des salariés agricoles du pays.

23. Un facteur clé expliquant l'enlèvement des populations rurales pauvres en République dominicaine est le très faible niveau de capital social et humain. Cette situation a souvent été aggravée par des interventions de réduction de la pauvreté et de développement mal coordonnées et parfois paternalistes qui, dans certains cas, ont créé un syndrome de dépendance et ont favorisé la politisation des organisations communautaires et paysannes. La conception de toute nouvelle opération de développement doit tenir compte de ce contexte délicat et prévoir des mesures appropriées pour y faire face.
24. Comme l'indique l'évaluation de la performance du secteur rural récemment mise à jour dans le cadre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) du FIDA, les ruraux pauvres ont un accès limité aux principaux moyens de production que sont la terre et l'eau. La propriété foncière en République dominicaine est très concentrée, puisque 69,1% de la terre agricole est exploitée par 6,2% des unités productives. En revanche, un total de 79,1% d'unités productives se partagent 7,7% des terres agricoles. Près de 80% des producteurs agricoles possèdent des exploitations de 5 ha, voire moins (de 0,5 ha à 2 ha pour 40% d'entre eux), et sont donc classés dans la catégorie des petits exploitants, mais ils utilisent seulement 26% des terres agricoles. En ce qui concerne les ressources en eau, les systèmes d'irrigation sont gérés par des conseils d'irrigation locaux (*juntas de regantes*) placés sous la supervision de l'Institut national des ressources en eau (INDRHI). Ces *juntas* sont responsables de la gestion, du fonctionnement et de l'entretien des infrastructures à l'échelon des parcelles, tandis que l'INDRHI assure un appui et un encadrement et est responsable des canaux d'irrigation primaires.
25. Les programmes sociaux et les programmes de lutte contre la pauvreté résultent de l'augmentation importante des investissements publics dans les secteurs de l'éducation et de la santé et se traduisent par des améliorations satisfaisantes, bien qu'il reste des défis non négligeables à affronter en termes de qualité et de couverture des services. Malgré les crises de 2003 et 2004, les conditions de vie de la plupart des Dominicains se sont améliorées au cours des dix dernières années: i) la mortalité infantile est tombée de 50 pour 1000 naissances vivantes en 1990 à 26 pour 1000 naissances vivantes en 2004; ii) l'espérance de vie a grimpé de 65,6 ans en 1990 à 68 ans en 2005; iii) les inscriptions dans les écoles primaires ont augmenté, passant de 57% en 1990 à 86% en 2005; et iv) la proportion de la population ayant accès à une source d'eau traitée atteignait 97% en 2007 alors qu'elle n'était que de 86% en 1990. Selon le Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008, la République dominicaine se place au 79^{ème} rang mondial pour ce qui est de l'indicateur du développement humain.
26. Le programme Solidarité pour le développement social, lancé par le gouvernement actuel, est articulé autour de trois composantes: i) "Manger d'abord", un programme d'alimentation scolaire; ii) "Incitation à la scolarisation", des transferts monétaires directs subordonnés à l'assiduité de la présence à l'école des enfants des familles pauvres; et iii) "Dominicains avec prénoms et noms", un programme facilitant la délivrance d'actes de naissance et de documents d'identité pour les familles pauvres. Ces trois composantes ont profité à près de 15% de la population extrêmement pauvre. Le gouvernement envisage de faire passer le pourcentage de la population ciblée par le programme Solidarité à 25%, sous réserve de la disponibilité des ressources budgétaires.

B. Politiques, stratégies et contexte institutionnel

Le contexte institutionnel national

27. Le Président Leonel Fernández a été réélu en mai 2008 pour un deuxième mandat consécutif de quatre ans. Peu après sa réélection, il a participé à la Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale et les défis du changement

climatique et des bioénergies, réunie sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) en juin 2008, ce qui a permis au FIDA d'engager un dialogue de haut niveau avec la délégation dominicaine. Le présent COSOP et la montée en puissance du programme de pays du FIDA sont les résultats tangibles de ce dialogue fructueux.

28. Le Ministère de l'agriculture est actuellement le principal homologue gouvernemental du FIDA, avec le Ministère des finances et le Ministère de l'économie, de la planification et du développement. Le Ministère de l'agriculture sera l'organisme chef de file des deux projets financés par des prêts du FIDA et sera également l'agent d'exécution de la deuxième phase de l'autre grande opération de développement agricole complémentaire, le projet PACTA-II financé par la BID.
29. En outre, le Ministère de l'agriculture est le bénéficiaire d'un petit don accordé par le FIDA au titre du guichet-pays pour l'aider à se faire mieux connaître et à devenir un acteur principal de la concertation sur les politiques relatives au secteur de l'agriculture paysanne. Cette action sera soutenue par d'autres organisations internationales, en particulier l'Agence espagnole de la coopération internationale pour le développement (AECID) et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA).
30. Depuis 2004, le secteur agricole applique une stratégie reposant sur cinq grands axes: i) appuyer la compétitivité et la qualité; ii) poursuivre l'intégration productive des filières alimentaires et agricoles; iii) développer l'agriculture paysanne et améliorer l'équité hommes-femmes; iv) planifier un nouveau cadre institutionnel pour le secteur; et v) promouvoir la coordination entre secteurs public et privé. Le principal organisme chargé de l'agriculture et du développement rural est le Ministère de l'agriculture. Ses activités consistent essentiellement à élaborer et à mettre en œuvre les politiques agricoles nationales et à appuyer la production agricole, moyennant: i) une assistance technique et financière; ii) des actions de vulgarisation et de formation; et iii) des services de commercialisation. Récemment, le Ministère de l'agriculture s'est attelé à l'actualisation de cette stratégie et à la formulation d'un plan de développement du secteur.
31. En ce qui concerne le premier axe, c'est-à-dire la compétitivité, le gouvernement, par l'intermédiaire d'une institution spécialisée (le Conseil national de la compétitivité) et avec l'appui d'un grand nombre de parties prenantes (producteurs et entrepreneurs, secteur des entreprises, instituts de recherche et institutions publiques), a formulé un plan national visant à améliorer la compétitivité à l'échelle du système. Le plan mise sur le développement de pôles économiques et de filières pour améliorer les liens avec les marchés locaux, les marchés nationaux et les marchés d'exportation.
32. Les autres partenaires clés de l'exécution du COSOP seront les associations nationales et régionales des petits producteurs sélectionnés liés aux filières de cultures intensives et aux filières intéressant les pauvres (café, bananes biologiques, cacao), le secteur privé (agents commerciaux de filières sélectionnées, financeurs internationaux du commerce équitable, intermédiaires financiers nationaux) et les organisations de la société civile et de la base comptant un grand nombre de femmes et de jeunes.

La stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale

33. Dès la réélection du Président Leonel Fernández, le gouvernement a lancé un processus de consultation participative dans tous les secteurs, en vue d'élaborer un programme de développement de longue haleine. Ce processus, dirigé par le Ministère de l'économie, de la planification et du développement, a débouché sur la formulation d'une stratégie nationale de développement à long terme, la Stratégie de développement national 2010-2030, assortie d'un plan d'investissement public pluriannuel, le Plan pluriannuel du secteur public non financier. L'objectif du gouvernement est de garantir: i) une vision d'ensemble exhaustive et cohérente

pour corriger l'éparpillement actuel des plans et stratégies sectoriels; et
 ii) l'alignement sur les recettes budgétaires et le processus de préparation du budget.

34. La Stratégie de développement national comporte quatre grands axes stratégiques:
 - i) un État caractérisé par des institutions efficaces et transparentes et une démocratie responsable et participative conduisant au développement et à la coexistence pacifique; ii) une société soudée où les chances sont égales pour tous et où la pauvreté et l'inégalité restent contenues; iii) une économie bien organisée, novatrice et respectueuse de l'environnement, source de croissance et d'emplois et compétitive à l'échelon mondial; et iv) une gestion durable des ressources naturelles et des mesures d'adaptation adéquates au changement climatique.
35. Chaque axe stratégique est associé à une liste d'objectifs généraux et spécifiques. Le deuxième axe est lié aux objectifs spécifiques suivants: i) renforcer la culture de l'équité entre les hommes et les femmes; ii) accroître le capital humain et social et améliorer les perspectives économiques pour les pauvres; et iii) promouvoir le développement durable de la région frontalière. Le troisième axe stratégique repose sur les objectifs spécifiques suivants: i) améliorer la productivité, la compétitivité et la pérennité environnementale et financière des filières agro-industrielles pour contribuer à la sécurité alimentaire en tirant parti des créneaux d'exportation et en générant des sources de revenus et des possibilités d'emploi pour la population rurale; et ii) promouvoir la compétitivité, la diversification et la pérennité du secteur du tourisme⁸.
36. La Stratégie de développement national 2010-2030, promulguée en novembre 2009, a été soumise au Congrès national dominicain pour approbation.

Harmonisation et alignement

37. Au plan stratégique, le FIDA participe activement au forum de coordination des donateurs du secteur rural/agricole, récemment établi sous la direction des organisations les plus concernées par les opérations de développement rural. Ce forum rassemble des organisations multilatérales (Union européenne, Banque mondiale, FAO, Programme alimentaire mondial, IICA) et des organisations bilatérales (Espagne, France, Taïwan et États-Unis) et vise à: i) améliorer la coordination interinstitutions; et ii) définir une position commune pour conduire le dialogue avec le gouvernement sur les possibilités de réformes politiques et institutionnelles dans le secteur rural.
38. Au plan opérationnel, le FIDA travaille avec la BID et le Ministère de l'agriculture à l'institutionnalisation de l'unité administrative qui assure actuellement la gestion de la première phase du PACTA, un projet financé par la BID, afin de la transformer en une unité nationale permanente chargée d'administrer les fonds provenant de diverses sources en faveur des projets d'agriculture et de développement rural. Les avantages présentés par une unité de ce type sont l'harmonisation des systèmes et des procédures entre les différentes organisations (dans l'esprit de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement) et la possibilité de tirer parti d'une équipe compétente et chevronnée propre à garantir un haut degré d'efficacité et de transparence. En conséquence, les fonds du FIDA et du PACTA-II seront administrés par cette unité.

III. Enseignements tirés de l'expérience du FIDA dans le pays

A. Résultats, impact et performance des opérations antérieures

39. Depuis 1980, le FIDA a accordé six prêts à la République dominicaine pour un montant total de 47 millions de DTS environ. La dernière opération financée par un

⁸ Source: Stratégie de développement national 2010-2030

prêt est le projet de développement en faveur des organisations économiques des populations rurales pauvres de la région frontalière, approuvé en avril 2009 et signé en juin de la même année, actuellement soumis au Congrès pour ratification.

40. Les résultats et recommandations de l'évaluation du dernier projet clôturé, le PROPESUR, qui a été conduite indépendamment par le Bureau de l'évaluation du FIDA fin 2009, ne sont pas encore disponibles mais seront intégralement pris en compte lors de l'exécution des nouvelles opérations. Le PROPESUR a été le seul projet exécuté pendant la période couverte par le COSOP antérieur.

B. Enseignements tirés

41. Les enseignements généraux tirés des opérations antérieures du FIDA soulignent l'importance des aspects suivants: i) lors du choix des initiatives qui seront financées par les projets du FIDA, sélectionner les initiatives locales élaborées par les communautés et les groupes de bénéficiaires afin de garantir leur prise en charge par les intéressés et leur durabilité une fois que le projet du FIDA aura été clôturé; ii) associer les groupes de bénéficiaires, sur un pied d'égalité, au processus d'identification, de conception et de construction des infrastructures et veiller à leur participation au contrôle de la qualité de la conception et de l'exécution; iii) faire une analyse *ex ante* rigoureuse des institutions chargées de gérer les services financiers et non financiers afin de garantir le professionnalisme et la pérennité de ces services pour la population ciblée; iv) équilibrer la participation institutionnelle, en faisant appel aux institutions publiques et privées et aux associations locales, par voie d'appel à la concurrence, et en tirant parti des riches expériences et connaissances locales disponibles; et v) promouvoir la participation des femmes et donner des chances égales aux femmes rurales, à tous les stades des activités et de l'organisation du projet.
42. Une connaissance approfondie du tissu social est impérative si l'on veut cibler avec succès le renforcement organisationnel et institutionnel destiné aux organisations de petits agriculteurs pauvres. Un niveau adéquat de capital social est indispensable au développement transparent et démocratique de leurs activités, pour tirer le meilleur parti des possibilités de réaliser des économies d'échelle et réduire au minimum les risques de conflits.
43. Le renforcement des capacités et l'apport d'un appui régulier sont cruciaux pour promouvoir un profond changement de comportement parmi les petits agriculteurs pauvres, notamment pour les convaincre qu'investir dans une relation de longue durée plus stable avec des marchés dynamiques représente une meilleure option que les stratégies de survie à court terme consistant à vendre à des intermédiaires. En général, il suffit que quelques agriculteurs (les premiers agents du changement) commencent à empocher des bénéfices intéressants pour que d'autres soient prêts à suivre leur exemple.
44. L'identification, le classement par ordre de priorité et le développement de filières commerciales dynamiques pour les produits locaux (café de qualité supérieure et bananes biologiques) jouent un rôle décisif dans le développement économique et la génération de revenus. Toutefois, l'amélioration de la qualité des produits et la création de valeur ajoutée par les organisations de bénéficiaires exigent un appui technique continu afin d'assurer et de maintenir le respect des normes de qualité requises par le marché. La coopération entre secteur public et secteur privé (ONG et entreprises d'exportation) est un facteur clé de la consolidation et de la pérennité des filières reliant les petits agriculteurs aux marchés et du renforcement de leur capacité de satisfaire aux exigences de ces marchés.
45. Le financement agricole devrait être parfaitement coordonné avec la commercialisation et la production dans le cadre de plans d'entreprise viables et bien conçus, afin de donner à la population ciblée un accès durable aux financements à court terme (fonds de roulement) et à long terme (capitaux d'investissement) et de construire une relation de longue durée avec les intermédiaires financiers officiels ou

informels. L'agriculture paysanne est généralement perçue par le secteur financier comme une activité exposée à de très nombreux risques. Toute tentative d'élaboration d'une stratégie visant à gérer ou atténuer ces risques devrait être entreprise selon une démarche globale, établissant des différences claires entre les types de risques (climat, prix, etc.) et définissant les instruments les plus efficaces pour les surmonter. Les transferts de dons complémentaires pour financer des moyens de production collectifs ou des biens publics doivent être effectués en adoptant une stratégie précise et bien conçue, privilégiant le rapport coût-efficacité, afin que leur utilisation et leurs retombées profitent le plus longtemps possible à la population ciblée.

IV. Cadre stratégique du FIDA pour le pays

A. Avantage comparatif du FIDA

46. Fort de près de 30 ans de coopération avec le pays, le FIDA conforte son rôle de partenaire stratégique du Gouvernement de la République dominicaine dans les domaines s'inscrivant dans son mandat et son Cadre stratégique 2007-2010. Il y a actuellement en République dominicaine de nombreux problèmes et des chances à saisir. Premièrement, il est nécessaire d'améliorer de toute urgence la compétitivité économique dans une économie globale toujours plus mondialisée, en particulier du fait du Traité de libre-échange entre la République dominicaine, l'Amérique centrale et les États-Unis (DR-CAFTA) et de l'accord imminent avec l'Union européenne. Deuxièmement, suite à la crise causée par la flambée des prix des denrées alimentaires de 2008, le gouvernement est déterminé à améliorer la sécurité alimentaire, en particulier pour les groupes les plus vulnérables de la population. Troisièmement, la crise économique mondiale a rudement frappé le pays, compte tenu de la diminution des investissements étrangers, des exportations et des flux d'envoi de fonds par les travailleurs émigrés. Cette situation a entraîné un recul substantiel de l'emploi, surtout dans le secteur informel et les zones franches (*zonas francas*), l'augmentation du taux de chômage étant plus marquée chez les femmes rurales et les jeunes. Quatrièmement, le gouvernement a réagi avec promptitude au lendemain du séisme du 12 janvier 2010 en Haïti, en facilitant le passage à la frontière pour les opérations de secours d'urgence. La prochaine étape consistera à renforcer la coopération entre les deux pays, afin de résoudre les problèmes liés à la sécurité alimentaire, l'emploi et l'accès aux services essentiels dans les zones rurales, des deux côtés de la frontière.
47. Dans ce contexte, les priorités stratégiques du gouvernement dans les domaines visés par le mandat du FIDA sont les suivants: i) appuyer la diversification et l'amélioration de la compétitivité en vue de consolider l'accès aux marchés, soit à l'échelon national (hôtels, supermarchés), soit à l'échelon international (créneaux d'exportation spécialisés tels que le commerce équitable ou les cultures biologiques); ii) améliorer la sécurité alimentaire nationale en stimulant la production des cultures vivrières de base dans le pays et en développant le pouvoir d'achat des plus vulnérables; iii) promouvoir les possibilités d'emploi rural extra-agricole, en particulier pour les jeunes afin qu'ils aient d'autres choix que l'exode rural; iv) promouvoir et exploiter les liens entre l'industrie du tourisme et le territoire rural (notamment dans l'est du pays); et v) renforcer la coopération avec Haïti pour aider ce pays à surmonter les problèmes colossaux de l'après-séisme et accompagner ses efforts de développement.
48. L'avantage comparatif le plus important du FIDA en République dominicaine tient au fait que le Fonds a toujours centré ses efforts sur le développement rural et agricole et ciblé les couches les plus pauvres de la population paysanne au cours des 30 dernières années. L'agriculture ayant maintenant retrouvé sa place au premier rang des préoccupations politiques depuis la flambée des prix des denrées alimentaires de 2008, le gouvernement considère le FIDA comme un partenaire clé dans le secteur de l'agriculture familiale et paysanne, qui englobe la grande majorité des

producteurs agricoles du pays. En conséquence, le FIDA a repris contact avec le Ministère de l'agriculture, en qualité d'homologue gouvernemental principal, tant pour les opérations que pour la concertation sur les politiques dans le domaine du développement rural et agricole.

49. Le présent COSOP constitue une étape importante de l'élargissement de l'expérience du FIDA dans le pays. D'un côté, il vise à étendre les conditions permettant aux petits agriculteurs, aux femmes et aux jeunes d'accéder à des créneaux commerciaux spécialisés, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, à améliorer la régularité de la qualité des produits, à accroître durablement les volumes et à assurer la sécurité alimentaire. De l'autre, en valorisant dans la concertation sur les politiques les connaissances tirées des opérations financées par le FIDA, il vise à aider le gouvernement à élaborer une stratégie plus structurée dans le secteur de l'agriculture paysanne et le secteur rural pauvre (voir la section E), en lui servant de référence.

B. Objectifs stratégiques

50. La stratégie du présent COSOP axé sur les résultats, retenue en accord avec le gouvernement, couvrira une période de cinq ans. Pour réaliser son but principal qui est de permettre aux femmes et aux hommes pauvres vivant dans les zones rurales de la République dominicaine d'améliorer durablement leurs revenus et leur sécurité alimentaire, le COSOP sera articulé autour des trois objectifs stratégiques suivants:
51. **Objectif stratégique 1: Élargir l'accès des petits agriculteurs organisés à des marchés agroalimentaires dynamiques, dans le cadre de partenariats avec le secteur privé ouverts à tous et rentables.** Cet objectif stratégique, tirant parti des avantages comparatifs de filières sélectionnées intéressant plus particulièrement les petits producteurs ou les pauvres, du point de vue soit du marché intérieur soit du marché d'exportation, met l'accent sur les aspects suivants: i) renforcement de la capacité d'organisation et de gestion des groupements productifs de petits agriculteurs; ii) identification des créneaux commerciaux sur le marché intérieur et le marché d'exportation et promotion et appui de partenariats avec le secteur privé ouverts à tous et rentables (intermédiaires intervenant dans les filières); iii) promotion de l'accès au financement des cultures, dans le cadre d'une stratégie globale fondée sur le partage des risques (par exemple en recourant à une assurance pilote indexée sur les conditions météorologiques) avec les organismes financiers et le secteur privé, en faisant appel à des sources de financement internationales (organismes de crédit solidaire) et nationales (Banco ADEMI et Banco ADOPEM⁹), complétées par l'utilisation sélective de dons complémentaires. À l'issue d'un diagnostic participatif initial, les projets du FIDA mettront en œuvre une stratégie à deux volets: tandis que les petits agriculteurs les mieux organisés recevront d'emblée un soutien pour nouer des liens structurés avec le secteur privé, les exploitants moins bien organisés bénéficieront d'abord d'activités de renforcement des capacités et de renforcement institutionnel.
52. **Objectif stratégique 2: Améliorer l'accès des petits agriculteurs aux pratiques et technologies axées sur le marché et adaptées au changement climatique.** Cet objectif stratégique reflète deux des priorités nationales les plus pressantes, à savoir l'amélioration de la compétitivité et l'adaptation au changement climatique dans le secteur agricole, en vue de: i) générer des produits satisfaisant aux exigences des marchés en termes de qualité et de volume; ii) atténuer les effets des risques naturels, en particulier sur les catégories de petits agriculteurs les plus vulnérables. À cet effet, les projets du FIDA entendent, respectivement: i) fournir des mesures incitatives et un appui pour encourager les petits agriculteurs à

⁹ Les deux banques ont accepté de signer une lettre d'intention confirmant leur souhait de participer au projet du FIDA. Il s'agira d'une situation "gagnant-gagnant". D'un côté, les projets du FIDA organisent et appuient les petits agriculteurs et entrepreneurs, facilitant leurs négociations avec les sociétés partenaires du secteur privé et réduisant les risques qu'ils présentent, en tant que clients potentiels des banques. De l'autre, les projets du FIDA délèguent aux banques une partie de l'évaluation technique des plans d'entreprise présentés par les bénéficiaires du projet.

diversifier et à moderniser leurs systèmes de production en adoptant de nouvelles technologies et des pratiques d'adaptation aux risques liés au changement climatique¹⁰; ii) améliorer l'accès des petits agriculteurs aux services d'assistance technique et de vulgarisation et aux technologies par le biais d'institutions publiques telles que le Ministère de l'agriculture et l'Institut dominicain de recherche agricole et forestière (IDIAF) ou de prestataires de services du secteur privé (notamment les prestataires recommandés par les acteurs de la filière) voire, dans certains cas, les organisations paysannes les plus solides elles-mêmes.

53. **Objectif stratégique 3: Accroître le capital humain et social et développer les petites entreprises et les possibilités d'emploi extra-agricoles des ruraux pauvres, en particulier les femmes et les jeunes, dans les secteurs les plus dynamiques (par exemple, le tourisme).** Tenant compte du fait que le chômage est relativement plus répandu chez les jeunes et les femmes vivant en milieu rural et que l'exode rural est une préoccupation importante pour le gouvernement, cet objectif stratégique met l'accent sur les aspects suivants: i) élaborer, à l'intention des individus et des organisations, des formations professionnelles adaptées visant à encourager l'esprit d'entreprise et à enseigner les rudiments de la gestion; ii) chercher les occasions de créer de petites entreprises liées aux principales activités de production locale et à des filières sélectionnées (par exemple, production de compost organique); iii) examiner les pistes ouvertes par la promotion de l'écotourisme et du tourisme culturel dans les zones rurales, en transposant et en élargissant les initiatives pilotes existantes (par exemple, les routes du café et du cacao) en partenariat avec le secteur privé (agences de tourisme); et iv) valoriser l'identité culturelle, en créant une marque distinctive pour les produits locaux (musique, produits alimentaires ou artisanat) et en attribuant des appellations d'origine.

C. Perspectives d'innovation

54. L'innovation est un avantage compétitif clé pour le FIDA dans les pays à revenu intermédiaire tels que la République dominicaine. La stratégie proposée comporte des innovations importantes: i) promotion d'un processus de développement économique tenant compte des questions de parité hommes-femmes et ouvert à tous, fondé sur des activités productives soumises aux mécanismes du marché et conduites en partenariat avec le secteur privé; ii) étude des possibilités de création d'emplois et de revenus moyennant le développement de liens entre les territoires ruraux avec leur beauté culturelle et naturelle et le secteur du tourisme; iii) adoption d'une stratégie de finance rurale globale associant crédits, dons complémentaires et mécanismes pilotes de partage des risques, pour renforcer les moyens de production et de création de valeur ajoutée des organisations de bénéficiaires et faciliter durablement leur accès à des sources locales, nationales et internationales de financement; et iv) contribution à l'approfondissement de la concertation sur les politiques relatives aux moyens de permettre au secteur rural et paysan de s'adapter aux défis et aux bénéfices caractérisant un petit pays ouvert tel que la République dominicaine.

D. Stratégie de ciblage

55. Comme convenu avec les pouvoirs publics, l'aide du FIDA couvrira l'ensemble du pays. La stratégie de ciblage proposée, qui est conforme à la politique de ciblage du

¹⁰ Les risques liés au changement climatique seront pris en compte par les moyens suivants: en appuyant l'adaptation et l'atténuation des effets (c'est-à-dire, régénération des zones dégradées grâce au reboisement, introduction de cultures résistantes à la sécheresse, stockage de l'eau de pluie et promotion de l'utilisation et de la gestion durables des terres); en encourageant les producteurs à utiliser davantage les services météorologiques axés sur l'agriculture, par exemple les systèmes d'alerte précoce; en élaborant du matériel éducatif pour les agriculteurs et les campagnes de formation sur la préparation aux catastrophes, y compris en recourant à la gestion communautaire des risques de catastrophes, en coordination avec d'autres initiatives locales et régionales (c'est-à-dire, le Centre du changement climatique de la communauté des Caraïbes, la Croix-Rouge des Caraïbes, le projet caribéen pour l'atténuation des effets des catastrophes).

FIDA, englobe les trois approches prévues dans cette politique: i) ciblage géographique; ii) autociblage; et iii) ciblage direct.

- i) **Ciblage géographique.** Tout en couvrant l'ensemble du pays, le programme accordera la priorité aux zones où l'incidence de la pauvreté est relativement élevée, par exemple la région frontalière occidentale avec Haïti et certaines provinces centrales et orientales.
- ii) **Autociblage.** Le principal critère de sélection des filières sera le pourcentage de producteurs appartenant au groupe cible du FIDA, qui participent ou pourraient participer à ces filières d'une manière durable. Par exemple, on estime que plus de 90% des planteurs de café et 70% des producteurs de cacao sont de petits exploitants pauvres vivant dans les zones montagneuses, où l'incidence de la pauvreté est la plus élevée du pays. La production de bananes biologiques est aussi associée aux agriculteurs pauvres, souvent des descendants de Haïtiens qui habitent dans des villages misérables appelés *bateyes*.
- iii) **Ciblage direct.** Les interventions financées par le FIDA disposeront d'une série de critères de sélection spécifiques, qui seront élaborés à partir de l'analyse de la pauvreté et du processus de consultation réalisés au stade de la conception. Une attention spéciale sera également accordée aux femmes rurales et aux jeunes ainsi qu'à certains groupes vulnérables, par exemple les immigrés haïtiens, qui constituent la vaste majorité des salariés agricoles du pays.

E. Articulation au niveau des politiques

56. Le précédent COSOP visait à associer les autorités gouvernementales à l'établissement d'un cadre institutionnel pour la réduction de la pauvreté, afin de lutter contre l'éparpillement des initiatives et d'améliorer le ciblage et la pérennité des institutions, des projets et des programmes. Ces aspects demeurent valides dans la mesure où aucun progrès n'a été accompli pendant la période du précédent COSOP, principalement faute de volonté politique.
57. Toutefois, le présent COSOP adopte une approche plus générale, qui est résumée dans les trois **objectifs institutionnels/politiques** suivants: i) identifier les meilleures pratiques qui contribuent à la conception et à l'expérimentation de nouvelles approches novatrices et à la transposition à plus grande échelle des approches performantes; ii) en collaboration avec d'autres organisations internationales (par exemple l'AECID), aider le Ministère de l'agriculture à rendre la Stratégie de développement national opérationnelle dans le secteur rural et paysan; et iii) aider l'Office national de statistique (ONE) à obtenir des données actualisées et exactes sur le secteur rural et paysan (groupe cible du FIDA) pour servir d'outils de référence et de suivi (voir l'appendice III, Cadre de gestion des résultats du COSOP).
58. Alors que le premier objectif institutionnel et politique découlera essentiellement des résultats obtenus sur le terrain dans le cadre des deux projets financés par des prêts du FIDA, les deuxième et troisième objectifs seront réalisés en recourant de manière sélective à deux petits dons-pays, le premier ayant déjà été octroyé au Ministère de l'agriculture tandis que le deuxième en est encore au stade de la conception, en collaboration avec l'ONE. Dans les deux cas, les dons du FIDA compléteront une action beaucoup plus ambitieuse financée par d'autres organisations internationales et le gouvernement lui-même.

V. Gestion du programme

A. Gestion du COSOP

59. Le présent COSOP axé sur les résultats couvrira la période 2010-2014. Grâce au petit don-pays octroyé à l'ONE, les données de référence sur le groupe cible du FIDA seront collectées et les objectifs fixés dans le cadre de résultats du COSOP seront

déterminés dès l'approbation du présent document. La situation d'avancement de l'exécution du COSOP sera évaluée chaque année pour suivre les retombées des projets et des programmes dans le pays. On procédera à des enquêtes auprès des clients pour mesurer l'impact des objectifs stratégiques. À mi-parcours, c'est-à-dire après les élections présidentielles de 2012, le cadre de résultats du COSOP sera révisé et, le cas échéant, ajusté pour refléter toute nouvelle priorité du gouvernement.

B. Gestion du programme de pays

60. Le programme du FIDA en République dominicaine sera géré par le chargé de programme de pays, dont le bureau est à Rome, en contact étroit et permanent avec une équipe de gestion du programme de pays, qui se composera des directeurs des projets du FIDA, de fonctionnaires du Ministère de l'agriculture, du Ministère des finances et du Ministère de l'économie, de la planification et du développement et d'autres parties prenantes sélectionnées. Le programme global et les projets spécifiques seront supervisés directement par le FIDA, conformément à ses directives en la matière, approuvées en 2008. Au lendemain de la tragédie survenue en Haïti, la gestion du programme de pays du FIDA sur l'île d'Hispaniola suivra une démarche intégrée, en encourageant le travail en synergie et le renforcement de la coopération entre les deux pays.
61. **Suivi et évaluation.** L'exécution du programme de pays dans son ensemble accorde une place de choix au suivi. Les capacités institutionnelles de l'agent d'exécution seront contrôlées en permanence dans le souci de garantir des résultats satisfaisants. Des indicateurs seront produits en analysant les variations des biens corporels et des avoirs incorporels des pauvres. Le FIDA contribuera à renforcer la capacité de suivi et évaluation de l'agent d'exécution (c'est-à-dire, le Ministère de l'agriculture), des unités de gestion des projets et de leurs partenaires d'exécution.
62. **Gestion financière et passation des marchés.** Les capacités de gestion financière du Ministère de l'agriculture se sont avérées plutôt faibles lorsque cette institution a assuré l'exécution de deux projets du FIDA dans les années 1980 et 1990. De plus, l'expérience récente du projet PACTA financé par la BID montre que les procédures et systèmes nationaux de passation des marchés ont tendance à être relativement lourds et longs. Cette situation qui a été une source constante de problèmes pour le PACTA, alors même que les contrats ont été réduits en taille et en nombre, pourrait constituer un frein majeur pour des projets axés sur la demande, se caractérisant par un grand nombre de petits contrats. Par conséquent, dans le cadre du processus d'établissement d'une unité administrative nationale, dont il a été question au paragraphe 38, le FIDA a confié à un sous-traitant la réalisation d'une étude spécialisée du système national de passation des marchés et des procédures connexes. L'objectif est de soumettre une proposition au Ministère de l'agriculture qui, si elle est approuvée, dotera la nouvelle unité d'une série de procédures simplifiées et réduira substantiellement le temps requis pour passer les contrats, sans être incompatible pour autant avec les principes essentiels et les meilleures pratiques de passation des marchés.

C. Partenariats

63. La BID, la Banque mondiale et l'Union européenne sont les plus grosses organisations multilatérales et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'AECID sont les principales organisations bilatérales qui interviennent dans le pays. Récemment, le FIDA est devenu membre du groupe interinstitutions des donateurs pour le développement rural et agricole, en vue de contribuer à l'harmonisation des interventions des bailleurs de fonds, de partager les connaissances et de devenir un interlocuteur crédible pour le gouvernement en matière de concertation sur les politiques et les réformes institutionnelles dans ce secteur. Dans ce contexte, l'AECID semble être un partenaire stratégique clé pour le FIDA en ce qui concerne

les activités suivantes: soutien à apporter au Ministère de l'agriculture et élaboration d'une stratégie pour le secteur paysan.

64. Dans le passé, le FIDA a cofinancé un projet avec la BID. Aujourd'hui, ainsi que l'indique le paragraphe 38, le partenaire opérationnel clé dans le secteur de l'agriculture est de nouveau la BID, qui travaille à la préparation d'une deuxième phase du PACTA. Les deux organisations sont déterminées à appuyer la proposition du Ministère de l'agriculture qui est d'établir une unité nationale chargée de l'administration des projets concernant l'agriculture, en étoffant l'unité existante du PACTA I.
65. La coordination est également bonne avec l'USAID, en particulier dans le cadre de son projet de diversification de l'économie rurale (AGRORED). Les enseignements concernant l'amélioration de l'accès aux marchés grâce au développement de pôles et de filières, ont été pris en compte dans la conception des deux derniers projets financés par des prêts du FIDA.
66. L'approche stratégique du FIDA en République dominicaine recourt de plus en plus fréquemment au secteur privé, en tant que partenaire clé à divers niveaux. Certaines opérations présentent les caractéristiques suivantes: i) services ruraux répondant à la demande confiés à d'autres prestataires que les acteurs du développement local; ii) accent mis sur les pôles économiques et les filières et renforcement des liens avec les marchés locaux, les marchés nationaux et les marchés d'exportation; et iii) mise en œuvre de mécanismes de gestion des risques financiers et de financement novateurs, en partenariat avec le secteur financier et les organismes de crédit internationaux privilégiant le secteur social.
67. Enfin, le dernier projet du FIDA a instauré un solide partenariat avec Unité et coopération pour le développement des peuples (UCODEP), World Vision et d'autres ONG internationales ou nationales présentes dans le pays depuis des années et ayant une bonne connaissance des réalités locales et une expérience spécifique en tant que prestataires de services dans des domaines thématiques donnés¹¹.

D. Gestion des savoirs et communication

68. La gestion des savoirs représente pour le FIDA le meilleur moyen de jouer un rôle dans la concertation sur les politiques, sous réserve qu'il soit capable de tirer des enseignements intéressants de ses opérations et de les diffuser efficacement. Au niveau du programme de pays du FIDA, la gestion des savoirs fera partie intégrante des systèmes de suivi et d'évaluation de chaque projet et sera un aspect fondamental des examens annuels du COSOP. De plus, des réseaux rassemblant plusieurs parties prenantes seront établis pour partager les connaissances à l'échelon du pays avec les autres bailleurs de fonds et programmes et identifier les bonnes pratiques susceptibles d'être transposées à plus grande échelle. Enfin, les visites d'échange et la coopération Sud-Sud seront encouragées avec les autres pays de la région Amérique latine et Caraïbes, en tirant parti de programmes tels que celui des itinéraires d'apprentissage, promu par l'ancien programme régional de formation au développement rural (PROCASUR) de la Division Amérique latine et Caraïbes, financé par des dons. En particulier, on organisera régulièrement des manifestations d'échange des savoirs entre le personnel des projets, les bénéficiaires et les parties prenantes des projets cofinancés par le FIDA en Haïti et en République dominicaine.
69. La communication fera partie intégrante de la stratégie de gestion des savoirs. À l'exception partielle du PROPESUR, les opérations antérieures du FIDA ont généralement manqué de visibilité malgré, parfois, de bons résultats sur le terrain. Fort de cette expérience, le FIDA a conçu la structure organisationnelle de ses

¹¹ L'année dernière, en utilisant des fonds supplémentaires italiens, le FIDA a été en mesure de recruter l'ONG italienne UCODEP pour réaliser une étude préparatoire sur le groupe cible potentiel, destinée à contribuer à la conception du projet de développement en faveur des organisations économiques des populations rurales pauvres de la région frontalière, approuvé par le Conseil d'administration en avril 2009.

projets de manière à assurer la présence d'un directeur national de projet dans la capitale, tout en prévoyant l'établissement de bureaux opérationnels décentralisés dans les zones d'intervention des projets. Chaque projet du FIDA mettra en œuvre une stratégie de communication précise, adaptée aux différents types d'utilisateurs, et les messages clés issus du programme de pays du FIDA seront diffusés à l'échelon national.

E. Cadre de financement SAFP

70. Le montant du financement du FIDA disponible pour la période d'exécution du COSOP axé sur les résultats dépend de l'allocation annuelle fixée dans le cadre du SAFP. L'allocation en faveur de la République dominicaine pour le cycle de trois ans du SAFP 2010-2012 dépend de la huitième reconstitution et sera déterminée prochainement. Le montant arrêté servira à financer un deuxième prêt, pour un projet couvrant les provinces centrales et orientales, qui est soumis au Conseil d'administration à sa session d'avril 2010, et deux petits dons-pays.
71. Comme l'indique le tableau 2 ci-dessous, d'après l'évaluation de la performance du secteur rural réalisée dans le cadre du SAFP, trois domaines obtiennent des notes visiblement inférieures à la moyenne générale: l'accès à la terre, l'accès à l'eau à usage agricole, et l'obligation redditionnelle, la transparence et la corruption. Le présent COSOP vise à améliorer la situation dans ces domaines critiques, respectivement, de la manière suivante: i) en travaillant en partenariat avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre, en suivant une démarche favorisant la remontée des décisions de la base vers le sommet, sur les questions foncières; ii) en renforçant les associations d'irrigants, qui sont responsables de la gestion de l'eau à l'échelon local; et iii) en établissant un contrôle strict de la gestion des fonds par l'entremise de la nouvelle unité administrative nationale (voir le paragraphe 38).

Tableau 2

Calcul de l'allocation SAFP pour la première année du COSOP (notes préliminaires)

<i>Indicateurs</i>		<i>COSOP axé sur les résultats Année 1</i>
Notes évaluant le secteur rural		
A i)	Dispositif politique et juridique encadrant les organisations rurales	4,13
A ii)	Dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales	4,25
B i)	Accès à la terre	3,88
B ii)	Accès à l'eau à usage agricole	3,88
B iii)	Accès aux services de recherche et de vulgarisation agricoles	4,00
C i)	Conditions propices au développement des services financiers ruraux	4,50
C ii)	Climat des investissements pour les entreprises rurales	4,00
C iii)	Accès aux marchés des intrants et des produits agricoles	4,67
D i)	Accès à l'éducation dans les zones rurales	5,00
D ii)	Représentation des femmes	4,17
E i)	Affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural	4,13
E ii)	Obligation redditionnelle, transparence et corruption dans les zones rurales	3,88
Somme des notes cumulées		
Moyenne des notes cumulées		4,20
Notation des projets à risque (PAR)		
Note du pays		
Allocation annuelle (en dollars des États-Unis)		

Tableau 3

Relations entre les indicateurs de performance et la note du pays

<i>Scénario de financement</i>	<i>Note PAR (+/- 1)</i>	<i>Note de performance du secteur rural (+/- 0,3)</i>	<i>Variation en pourcentage du score SAFFP du pays par rapport au scénario de base</i>
Hypothèse basse	5	3,90	-23%
Hypothèse de base	6	4,20	0%
Hypothèse haute	6	4,50	7%

F. Risques et gestion des risques

72. Si l'on en croit l'expérience passée du FIDA dans le pays, des risques sont associés à chacun des objectifs stratégiques du COSOP. Les risques majeurs, en termes de probabilité et d'impact sur le programme de pays, sont les suivants:

- **Non respect des contrats** conclus entre le secteur privé (acheteurs, commerçants, intermédiaires) et le groupe cible du FIDA (petits agriculteurs, femmes et jeunes microentrepreneurs). À titre de stratégie de réduction des risques, le FIDA s'emploiera à sensibiliser toutes les parties en jeu à l'importance que revêtent la responsabilité mutuelle et le respect des prix négociés. De plus, le FIDA encouragera l'utilisation de mémorandums d'accord stipulant les conditions contractuelles et les mécanismes de règlement des litiges.
- **Exclusion et accaparement par les élites:** les groupes de population mal organisés et extrêmement pauvres pourraient se retrouver exclus d'un processus de développement économique exclusivement conduit par le secteur privé et les mécanismes du marché. Dans le souci d'atténuer ce risque, les projets du FIDA centreront une bonne partie de leurs efforts sur le renforcement de la capacité des populations rurales extrêmement pauvres et pauvres, de leurs organisations et des parties prenantes locales (par exemple, les pouvoirs publics locaux/régionaux, le secteur privé, les organisations de la société civile) en matière de conception, d'exécution, de suivi et de contrôle des actions de développement favorables aux pauvres, garantissant ainsi la prise en charge des activités par les bénéficiaires et la pérennité de celles-ci.
- **Volonté politique:** le risque principal est que le programme public dans le secteur du développement agricole et rural ne conserve pas son degré de priorité actuel par suite du renouvellement du personnel des principaux homologues gouvernementaux ou de remaniements du gouvernement (les élections présidentielles sont prévues au printemps 2012). Pour réduire ce risque, le FIDA, avec l'appui d'autres bailleurs de fonds, relancera la concertation sur les politiques, en y associant toutes les parties prenantes, y compris des représentants de son groupe cible.
- **Lourdeur des procédures entravant les flux de fonds des projets et la gestion financière:** le PROPESUR a dû faire face à des retards dans le transfert des ressources financières du prêt et des fonds de contrepartie du gouvernement sur le compte de projet. Cette situation a entraîné des délais inutiles dans l'exécution des activités. Un système révisé et plus rapide d'acheminement des fonds et des procédures de passation des marchés simplifiées seront mis en œuvre lors de l'établissement d'une unité administrative nationale, en accord avec le Ministère de l'agriculture.

- **Régime foncier:** le régime foncier est un facteur critique du déroulement des projets agricoles. Les incertitudes entourant la propriété foncière peuvent décourager les investissements productifs et environnementaux sur le long terme, pourtant nécessaires, et limiter l'accès des agriculteurs au crédit. Pour atténuer ce risque, le FIDA s'emploiera avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre à définir des solutions, à partir de la base, qui seront proposées au gouvernement dans le cadre de la concertation sur les politiques.
- **Fluctuations des cours sur les marchés mondiaux et risques associés à la production agricole:** la mesure suivante devrait atténuer ce risque: renforcement des capacités des petits agriculteurs dans le domaine de l'information commerciale afin qu'ils puissent suivre les tendances du marché et réagir en temps voulu, en ajustant leurs stratégies de commercialisation et en diversifiant leurs acheteurs.
- **Catastrophes naturelles:** du fait de sa situation géographique, au centre de la mer des Caraïbes, la République dominicaine est exposée aux risques naturels, dont la fréquence semble avoir augmenté ces dernières années. Des mesures d'atténuation, notamment des instruments novateurs de gestion des risques (tels que l'assurance des récoltes), seront testés à titre pilote en vue de réduire la vulnérabilité du groupe cible du FIDA face aux chocs exogènes.

Proceso de consulta del COSOP

1. La formulación del COSOP se ha llevado a cabo en paralelo a la preparación del Proyecto de Desarrollo Económico Rural para el Centro y Este que será presentado a la Junta Ejecutiva de abril 2010. El proceso se ha desarrollado con un alto nivel de participación de los principales actores involucrados en las políticas y programas de reducción de pobreza y desarrollo rural del país a todos los niveles: las comunidades pobres rurales, las organizaciones de pequeños productores, las instituciones gubernamentales, el sector privado, las organizaciones de la sociedad civil y otros organismos de cooperación al desarrollo.

2. La formulación del COSOP se ha desarrollado bajo la responsabilidad del Gerente de Programas para la República Dominicana del FIDA, en estrecha consulta con sus contrapartes en el Gobierno dominicano, sobre todo el Ministerio de Agricultura, el Ministerio de Hacienda y el Ministerio de Economía, Planificación y Desarrollo. El trabajo de formulación de los documentos preparatorios del COSOP se llevó a cabo con el apoyo de consultores nacionales e internacionales mientras que el informe principal del COSOP ha sido escrito por el mismo Gerente de Programas del FIDA.

3. El proceso de formulación del COSOP ha tenido una duración aproximada de 11 meses, de conformidad con el siguiente cronograma:

Cronograma de formulación del COSOP

Paso	Actividad	Mes
1	Planificación del proceso de preparación del COSOP	Marzo 2009
2	Recopilación de información secundaria y estudios preparatorios	Abril 2009
3	Misión de formulación del COSOP	Mayo-Junio 2009
4	Preparación del informe borrador del COSOP	Julio-Septiembre 2009
5	Reunión de discusión y validación en país con el Gobierno y otros actores relevantes	Octubre 2009
6	Revisión de calidad del informe borrador del COSOP por parte del FIDA	Noviembre 2009
7	Preparación del informe final	Enero- Febrero 2010
8	Presentación a la Junta Ejecutiva del FIDA	Abril 2010

Paso 2: Recopilación de información secundaria y estudios preparatorios

4. Debido a limitaciones en tiempo y recursos en la medida de lo posible el COSOP se ha basado en la información secundaria ya existente, que es amplia y de muy buena calidad, en la República Dominicana. Adicionalmente, se contrataron estudios específicos para profundizar el análisis sobre temas claves para el programa país del FIDA: (i) caracterización de la población pobre en el medio rural y de sus necesidades, incluyendo las mujeres, los jóvenes y los grupos más vulnerables; (ii) mapeo de oportunidades y desafíos para el desarrollo económico del sector agropecuario y rural y su papel en la economía dominicana en el contexto de la actual crisis mundial y de los acuerdos de apertura comercial (DR-CAFTA); (iii) análisis del rol y capacidad institucional de los diferentes actores, del sector público y privado, que operan en el medio rural y en el sector agropecuario y nivel de eficacia en ejecutar políticas y programas de reducción de la pobreza en el medio rural.

Paso 3: Misión de formulación del COSOP

5. La misión inicial de formulación del COSOP se llevó a cabo entre mayo y junio del 2009 con el propósito de confirmar el nicho estratégico del FIDA en la República Dominicana y un marco de resultados e inversiones para los sucesivos cinco años.

6. Para tal efecto se llevó a cabo un proceso de consulta amplio y participativo de los principales actores involucrados en procesos de desarrollo y reducción de la pobreza en el medio rural: Gobierno central y gobiernos locales, sociedad civil organizada, sector privado, comunidades rurales y organizaciones de productores y otros organismos de cooperación al desarrollo.

I. Sector publico

- Secretaria de Estado de Agricultura (SEA)
- Instituto Agrario Dominicano (IAD)
- Secretaria de Estado de Hacienda (Dirección General de Crédito Publico)
- Secretaria de Estado de Economía, Planificación y Desarrollo (SEEPYD).
- Subsecretaria de Planificación y Desarrollo-SEEPYD
- Subsecretaria de Cooperación Internacional - SEEPYD
- Secretaria de Estado de Medio Ambiente
- Secretaria de Estado de Turismo
- Banco de Desarrollo Agrícola de la República Dominicana
- Consejo Nacional de Competitividad (CNC)
- IDIAF
- CEDAF
- Comisión agropecuaria del Congreso Nacional

II. Sector privado

- Junta Agroempresarial Dominicana (JAD)
- Consejo Nacional de la Empresa Privada (CONEP)
- Asociación de Jóvenes Empresarios

III. Agencias internacionales

- Agencias de Naciones Unidas (PNUD, FAO, PMA, UNICEF)
- Banco Mundial
- Banco Inter-Americano de Desarrollo (BID)
- Comisión Europea
- Agencias Bilaterales (España, EEUU, Italia)

IV. ONG

- OXFAM Intermon
- Visión Mundial
- Sur Futuro
- Junta Agroempresarial Dominicana
- Confederacion Nacional de Mujeres Campesinas
- Mujeres en Desarrollo

V. Comunidades rurales: In Monte Plata la comunidad de El Deán, El Deán II y San Vicente. En El Seybo la comunidad de Pedro Sánchez y Pedro Sánchez II. En San José de Ocoa la comunidad de La Cienaga. La misión estuvo visitando el Centro de Capacitación (CECARA) del IAD, la Junta de Regantes y la Asociación de Parceleros "Padre Calero" en La Vega y participó en el lanzamiento del proyecto de Desarrollo Territorial Rural (DTR) del IAD en Nagua.

VI. Organizaciones de segundo o tercer nivel de productores: FEDECARES (café), CONACADO (cacao), BANELINO (banano orgánico).

Pasos 4 - 5: Preparación del informe borrador del COSOP y validación en el país

7. Después de la misión de mayo, la consulta ha sido completada durante el proceso de formulación del nuevo proyecto para las provincias del Centro y Este que se llevó a cabo durante el mes de julio 2009. Sucesivamente el Gerente de Programas del FIDA se encargó de preparar un primer borrador del informe de COSOP.

8. En octubre 2009, el primer borrador de la estrategia país del FIDA en la República Dominicana (COSOP) fue presentado y discutido con un amplio conjunto de actores, empezando por las tres instituciones de contraparte en el gobierno, es decir SEA, SEEPYD y SEH, continuando con las otras agencias internacionales que pertenecen a la mesa rural del grupo Interagencial (entre otras AECID, BID, IICA, USAID) y terminando con un taller con representantes de la sociedad civil (MUDE, Fundación Pro Desarrollo y PRORENARE), del sector público (Consejo Nacional de Competitividad, Oficina Nacional de Estadística y de la SEA), del sector privado (Junta Agroempresarial Dominicana) y financiero (Banco ADEMI), de la población meta (FEDECARES) y del proyecto PATCA.

9. El resultado de la consulta fue altamente positivo. Por un lado la estrategia fue valorada por todos los actores como adecuada al actual contexto del país, alineada a las prioridades del gobierno y a las necesidades de la población meta. Por otro lado hubo un general reconocimiento al FIDA por la manera participativa de llevar a cabo el proceso, a través de una amplia consulta y concertación con los actores a todos los niveles.

Paso 6: Revisión de calidad del informe borrador del COSOP por parte del FIDA

10. Después haber pasado por un proceso de Peer Review, el borrador de COSOP fue presentado ante un OSC del FIDA el 5 de noviembre 2009, que lo aprobó y autorizó su finalización.

Pasos 7 - 8: Preparación del informe final y aprobación por parte de la JE de FIDA

11. Después una misión final de validación en el país (enero 2010), el borrador de COSOP ha sido finalizado, incorporando las recomendaciones del OSC, y sometido al proceso de aprobación final, para su presentación ante la Junta Ejecutiva del FIDA de abril del 2010.

Country economic background Dominican Republic

Land area (km² thousand) 2006 1/	48	GNI per capita (USD) 2006 1/	910
Total population (million) 2006 1/	9.61	GDP per capita growth (annual %) 2006 1/	9
Population density (people per km²) 2006 1/	199	Inflation, consumer prices (annual %) 2006 1/	8
Local currency Dominican Peso (DOP)		Exchange rate: USD 1 = DOP ***ADD RATE***	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population (average annual population growth rate) 2000-2006 1/	1.6	GDP (USD million) 2006 1/	1 846
Crude birth rate (per thousand people) 2006 1/	24	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2006 1/	6	2000	8.1
Infant mortality rate (per thousand live births) 2006 1/	25	2006	10.7
Life expectancy at birth (years) 2006 1/	72		
Number of rural poor (million) (estimate) 1/	n/a	Sectoral distribution of GDP 2006 1/	
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% agriculture	12
Total labour force (million) 2006 1/	4.11	% industry	26
Female labour force as % of total 2006 1/	36	% manufacturing	14
		% services	62
		Consumption 2006 1/	
		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	7
		Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	80
		Gross domestic savings (as % of GDP)	14
		Balance of Payments (USD million)	
		Merchandise exports 2006 1/	6 440
		Merchandise imports 2006 1/	1 190
			-4
		Balance of merchandise trade	750
		Current account balances (USD million)	
		before official transfers 2006 1/	4 031
		after official transfers 2006 1/	-786
		Foreign direct investment, net 2006 1/	1 183
		Government Finance	
		Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2006 1/	-1
		Total expenditure (% of GDP) 2006 1/	n/a
		Total external debt (USD million) 2006 1/	8 905
		Present value of debt (as % of GNI) 2006 1/	35
		Total debt service (% of GNI) 2006 1/	4
		Lending interest rate (%) 2006 1/	19
		Deposit interest rate (%) 2006 1/	10
Education			
School enrolment, primary (% gross) 2006 1/	98		
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2006 1/	n/a		
Nutrition			
Daily calorie supply per capita	n/a		
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2006 2/	9		
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2006 2/	5		
Health			
Health expenditure, total (as % of GDP) 2006 1/	5 a/		
Physicians (per thousand people)	n/a		
Population using improved water sources (%) 2004 2/	95		
Population with access to essential drugs (%) 2/	n/a		
Population using adequate sanitation facilities (%) 2004 2/	78		
Agriculture and Food			
Food imports (% of merchandise imports) 2006 1/	n/a		
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2006 1/	n/a		
Food production index (1999-01=100) 2006 1/	127		
Cereal yield (kg per ha) 2006 1/	4 343		
Land Use			
Arable land as % of land area 2006 1/	17 a/		
Forest area as % of total land area 2006 1/	28 a/		
Irrigated land as % of cropland 2006 1/	n/a		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2008

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2007/2008

COSOP results management framework

1) Country Alignment	Key Results			Institutional/Policy Objectives
	Strategic Objectives	Outcome Indicators	Milestone Indicators	
<p>Thrust 2: “A cohesive society with equal level of opportunities and low levels of poverty and inequality”</p> <ul style="list-style-type: none"> strengthen a culture of equality between men and women; increase human and social capital as well economic opportunities for poor population; promote the sustainable development of the border region <p>Thrust 3: “An articulated, innovative and environmentally sustainable economy that generates growth and employment and is competitive in the global economy”</p> <ul style="list-style-type: none"> increase the productivity, competitiveness and environmental and financial sustainability of agribusiness value chains with the aim of contributing to food security, taking advantage of export opportunities and generating income and employment for rural population support the competitiveness, diversification and sustainability of the tourism sector 	<p>SO1: Expand organized small farmers access to dynamic agro food markets through inclusive and rewarding partnerships with the private sector (in IFAD projects area)</p>	<p>At least 10% of increase in volume of sales to domestic or export markets by supported small farmers</p> <p>20% reduction in the prevalence of child malnutrition in the IFAD target population</p>	<p>Inclusive and rewarding partnerships with the private sector are established:</p> <ul style="list-style-type: none"> a. 70% of supported small producers are able to enter into formal agreements with commercial partners after 3 years b. 50% of business agreements between supported small producers and commercial partners still in place after three years 	<p>Good practices arising from IFAD projects contribute to developing and testing new innovative approaches and scaling up the effective ones</p> <p>A roadmap for operationalizing the National Development Strategy for the rural and smallholder sector led Ministry of Agriculture (SEA) to is developed with IFAD assistance and approved</p> <p>Updated and more precise data on the rural and smallholder sector is provided by The National Statistics Office (ONE) as a baseline and a monitoring tool</p>
	<p>SO2: Improve small farmers' access to market-driven and climate change-adapted farming practices, and technology (in IFAD projects area)</p>	<p>At least 50% of supported small farmers reporting production or yields increase</p>	<p>Technical assistance is accessible to 100% of supported small farmers</p> <p>60% of supported small farmers that have adopted recommended practices after ...years</p> <p>70% of supported small producers meet market standards</p>	
	<p>SO3 Increase human and social capital and develop off-farm small enterprise and employment opportunities of the rural poor, particularly women and young people in the most dynamic sectors (e.g. tourism) (in IFAD projects area)</p>	<p>At least 10% increase in rural households assets due to supported non-farm small entrepreneurial activities and employment among women and youth</p>	<p>100% of small entrepreneurs in IFAD project area have improved access to business development services</p> <p>70% of supported small entrepreneurs with improved access to financing</p> <p>50% of supported small enterprises still actively engaged with dynamic sectors operators after three years</p>	

Both Outcome and Milestone indicators will be broken down by gender.

Baselines will be defined and targets will be refined –with appropriate linkages to national monitoring systems- as follow up to COSOP approval, and on occasion of project design work and related support to the national statistics Office (ONE).

Key file 1: Rural poverty and rural sector issues

Priority areas	Affected group	Major issues	Actions needed
Rural poverty and extreme poverty	Poor small scale; agricultural producers; Women headed households.	About 55% of the rural population live below the poverty line and 12% live under the extreme poverty line. Overall poverty percentage is 42%. Most rural poor are landless or own very small plots of agricultural land. Have low salaries and few income opportunities Low human and social capital as well as physical and financial. Poor water, electricity and sanitation services and limited productive services available. Lack of social rural infrastructure. A large proportion of income is derived from non-agricultural activities among poor. Strong young migration to urban areas and abroad, especially young people. Many areas in the project area have population decrements between inter census periods but some coastal zones show increments. High vulnerability to climatic phenomena	Improve rural education and health services. Expand programmes that aim at discovering business opportunities for on and off-farm activities. Improve functioning of rural markets and invest in rural infrastructure and production support services, including financing. Promote more business focused producers organisations. Implement productive and labour skills training, entrepreneurial training as well as improved leadership capacities. Identify new and innovative sources of rural income. Implement conditional cash and food transfer programs for the extremely poor.
No access to valuable markets, low productivity and insufficient product quality.	Poor agricultural producers and micro entrepreneurs; Women headed households.	Limited marketing capacities and little articulation to regional or national markets. Spot sales. Low human capital due to limited access to educational services. Minimal productive assets and low capacities. Weak economic organizations. Very limited access to technical or financial support services. 20% of farmers are women. 35% of households are headed by women. High vulnerability to climatic phenomena.	Improve market linkages. Implement technical and financial support services. Support marketing and export support services. Support inclusive value chains. Establish concrete alliances between producers and buyers, packing and export enterprises. Consider non-agricultural income generating activities including rural, eco and ethno tourism. Support initiatives organic and special products. Reduce market bottlenecks for competitiveness and improve value chain governance. Improvement of leadership capacities Strengthen producers' organization.
Environmental deterioration	Rural communities	Deforestation aimed at expanding the agricultural frontier. Slope farming of annual crops. Poor management of liquid and solid wastes in rural communities. High vulnerability to climatic phenomena.	Use of sustainable agricultural and non-agricultural environment friendly technologies. Incentives for not farming in high watershed sloped areas. Create environmental consciousness in rural communities and organizations.

Key file 2: Organization capabilities matrix

ORGANIZATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
Enablers				
Ministry of Agriculture (former Secretariat of State of Agriculture – SEA)	Coordination with different ministries. Qualified technical staff in the field. Collaboration with private sector and cooperation. Solution oriented approach Successful projects, e.g. PATCA.	Limited resources. Low staff motivation. Limited logistics (communication, transport). Poor services connected to limited resources, motivation and logistics. Weak link between research centers and technicians. System of extension services has almost collapsed. Very centralized organizational structure. Large number of sub-secretaries with unclear functions. Weak presence in rural areas.	Free trade agreement with Central America, United States and Europe requires strong SEA. Collaboration with the private sector and cooperation.	Politicization. Centralization. Funding.
Ministry of Economy, Planning and Development (former Secretariat of State) of Economy, Planning and Development – SEEPYD Sub-secretariat of Planning (formerly ONAPLAN)	Planning and budgeting.	In competition with the Secretaria de Hacienda, which seems to be more powerful.	Budgeting coordination with other public institutions.	Counterpart funding.
Ministry of the Environment and Natural Resources (former Secretariat of State of the Environment and Natural Resources – SEERN)	Law 64-00 (on environment and natural resources) incorporates the Rio '92 principles, resolves institutional competition through the creation of the Secretariat, defines the environmental orientation, focuses on relevant issues. Holistic view on natural resources. Collaboration with research centers.	Difficulties in implementing Law 64-00. Lack of financial resources.	Environmental issues are a transversal theme in Vision 2030.	Environmental consciousness is very limited (population and government). Little respect of the rules. Cooperation between agencies can still be improved.
Consejo Nacional de Competitividad (CNC)	Plan Nacional de Competitividad. Qualified staff. Modern vision. Private sector support. Strong support from the current government.	Limited financial resources. Very dependent on donors. No private sector investment.	Take advantage of market niches. Growing importance of clusters. Free trade agreements with Central America and United States.	Dominance of short term profit interests and programmes.
Instituto Agrario Dominicano (IAD)	Close relationship with the land reform producers Focus on small scale agriculture Seeking to organize producers in associations Wider scope on rural development Increased efforts towards capacity building	Weak technical services Very centralized organizational structure Lack of continuity due to political changes Expertise in agrarian reform, not rural development Very slow agrarian reform (very few with land titles) Large organizational atomization	Food security high on political agenda due to international food crisis Benefit from tourism Access to external and internal markets Likely institutional transformation of IAD	Land markets tend to exclude small producers No sectoral strategy Slow agrarian reform Not enough money for institutional transformation of IAD Weak producers' organizations Political support may change

ORGANIZATION	STRENGTHS	WEAKNESSES	OPPORTUNITIES	THREATS
		Very high number of dependents Offer-oriented approach Absence of evaluation mechanisms More than 90% of financial resources go to remunerations		
Banco Agricola	Main public credit provider in rural areas.	No focus on small scale farmer.	With secure markets producer is willing to invest more.	Smallholder can not pay back due to set backs (natural hazards, price volatility, etc.). Risk of politicization.
Private Financial Institutions	Some private Financial Institutions are gradually increasing their presence in rural finance for small farmers. They have their own resources that can be channelled to rural population.	The major weaknesses relate to poor (rural) micro finance technology for risk assessment and identifying good investment opportunities in the rural, particularly agricultural sector.	Two FIs (i.e. Banco ADEMI, Banco ADOPEM) have formally expressed interest in funding through credit (preferably short term) activities promoted by IFAD projects target group. This requires that the projects put in place mechanisms to support those FIs in risk analysis and adequate technology for these type of clients.	A slow progress of the proposed national Guarantee Fund and Agricultural Insurance may hinder FIs opportunities for channeling their own resources to IFAD target group.
Non Government Organizations	Multi-sectoral, experience with commercialization of small-scale farming, rural tourism, strengthening rural organizations, etc. New law of 2005 obliges NGOs to register and sets high standards. Promotion of social corporate responsibility.	Very large number of small NGOs. Very variable levels of capacity/ quality of services. Limited outreach of projects. Dependent on external funding. Weak interaction with the government and among different NGOs. No culture of monitoring, evaluation and accountability neither towards public, private, national and international donors, nor towards the beneficiaries.	Capacity to develop and disseminate new approaches Good vehicle to work with local governments train the government and private sector in specific areas of expertise	Reliance on NGOs with limited capacity and changing focus based on donor funding and priorities may adversely affect implementation. Risk of limited local capacity-building and creating dependency on NGO services, with subsequent lack of sustainability.

Key file 3: Complementary donor initiatives/potential partnerships

Agency	Priority sectors and areas of focus		Period of current country strategy	Complementarities/Synergy Potential
World Bank	To protect the poor while enhancing competitiveness and strengthening public institutions for performance accountability.	Social cohesion, competitiveness, public expenditure quality and institutional development.	2010– 2013	The new Partnership Strategy between the World Bank and the Dominican Republic (2010-2013) is aligned with the objectives of the National Development Strategy recently defined by the Dominican Government particularly with regard to reducing the country's vulnerability to external factors and to obtain tangible results which benefit all Dominicans. The new strategy will give special emphasis to protecting the poor while enhancing competitiveness and strengthening public institutions for performance accountability in the country. It has innovative elements which support an agenda of reforms necessary for the country, while it contributes to strengthening the necessary capacities in public institutions. The strategy has the following four strategic objectives: strengthen social cohesion and improve access to and quality of social services; promote competitiveness in a sustainable and resilient economic environment; enhance quality of public expenditures and institutional development; and build capacity and constituencies for reform. The strategy favours the actions of non lending technical assistance, the work of the Congress, civil society and the private sector. Further, it establishes as a priority the work carried out jointly with other international development agencies operating in the Dominican Republic. It provides support for up to US\$500 million for the country during the next four years.
Inter American Development Bank	Support sustainable economic growth; Reduce the poverty level;	Governance Competitiveness in the agricultural sector Social development	2004 – 2008	The objective of the Bank's country strategy is to support government efforts to reduce poverty. The Bank's activities has focused on four strategic pillars: (i) Competitiveness, particularly reducing critical barriers to private investment and sustainable growth; (ii) Governance, especially making public administration more efficient and transparent; (iii) supporting institutional strengthening and promoting democracy and citizen participation; and (iv) social issues, specifically promoting human development and increasing the efficiency of social spending. IADB is implementing the PATCA project which includes actions in support of technical assistance, food health, support to SEA institutional and marketing reform and geo-referenced land and producers survey. A second phase will be designed.
European Union	Regional integration Social cohesion	Economic development Support to rural communities Human rights Environment Education and health Rural infrastructure	2007 - 2013	The EU is supporting the following programmes in the country: Support to State Reform; Sanitation in Marginal Communities; Support to Small Enterprises; Public Health Reform; Technical Education; Rural Infrastructure in the Border Area; Improvement of the Dajabón Haiti – Dominican Republic Market; Repair and reconstruction of Weather Affected Schools, Bridges and Roads
USAID	Expanding trade Investment Economic opportunities	Economic development Environmental protection Improve quality of basic education Democracy and government	2005 - 2008	USAID strategy in the country is focused in the support to improve economic opportunity for all Dominicans to create an environment for expanding trade, investment, and thus, economic opportunities. El proyecto RED Dominicana de la USAID (Agrored) provee una oportunidad para impactar la pobreza rural y la competitividad agrícola. Mediante un enfoque basado en la demanda para orientar los recursos del proyecto, busca superar obstáculos y aprovechar oportunidades que permitan el crecimiento potencial de la agricultura no-tradicional en la República Dominicana. RED promueve la participación de todos los actores de las cadenas productivas incluyendo: Empresas Privadas &

Agency	Priority sectors and areas of focus		Period of current country strategy	Complementarities/Synergy Potential
				Asociaciones Empresariales, Gobierno de la República Dominicana, Clusters Agroindustriales y ONGs. El proyecto se enfoca en: El Desarrollo de alianzas público-privadas o clusters, Manejo de Recursos Naturales, Desarrollo de la Agricultura Orgánica, Manejo Post-cosecha y Agregación de Valor y el Desarrollo de Mercados.
Japan – JICA	Poverty reduction Economic growth Sustainable development	Agricultural development programmes Rural Health Training and human resources development	2005 - 2009	JICA activities are located in the poorest areas of Dominican Republic. On-going projects include: Technological Improvement of Irrigated Agriculture; Agricultural Development in Mountainous Areas; Medical training; Improving the human capital of the Secretariat of the Environment and Natural Resources; Project Design Matrix of the organic horticultural production in Barahona; and Primary Health Programme in Samaná
Spain – AECID	Poverty reduction Sustainable development	Improvement of Dominican republic's cultural landmarks infrastructure Reform and modernization of political parties Environmental protection and tourism development	2004 - 2008	AECID has a set of support programmes in the Dominican republic through a partnership with FAO-FODEPAL; ILO; UNDP; PHO; INSTRAW in areas related to agricultural planning and development, labour, public health and gender equality. Direct programmes in the country include an environmental protection programme in the Enriquillo Basin; education, water supply and waste disposal projects,
Italian Cooperation	Rural development, and rural education	Human resources Protection of children and youth Agro-industrial transformation of rice Small agro-tourist initiatives		The Italian cooperation support the activities of Italian (UCODEP, San Benedetto al Porto, ACRA-ICEI) and local NGOs through an small grants programme
French Cooperation	Coffee export development	Small social investments Financial support to coffee producers SEA institutional strengthening		The French cooperation is financing the second PROCA project, managed by CODOCAFE and designed to support financial resources for coffee producers and cooperatives The French Cooperation is financing the "Social Development Fund" providing resources to small social investment projects The French Cooperation is also financing the institutional strengthening of SEA
German Cooperation – GTZ	Sustainable social development Environmental conservation	Development of human resources in environmental protection Protection and management of natural resources		Protection against desertification Improved management of protected areas Support to more efficient territorial planning Protection against natural and climatic phenomenon Solid waste management in rural areas
UNDP	Strengthening public policies Promotion of equity and social inclusion Democratic governance	Poverty reduction and income distribution improvement Basic social guarantees to exert human rights Modernization of the state and public sector reform Decentralization and participative planning	2007 - 2011	Support to an integral approach to an equitable economic development, strengthening public policies and the corresponding implementation mechanisms Art GOLD is a new development initiative, initiated in August 2008 oriented to support local development and empowerment UNDP country programme has de concurrence of UN associate institutions (UNICEF, UNFPA, UNIFEM, FAO, GEF, WFP) all of which act in coordination
FAO	Food security programme	Food security Rural development	2005 - 2009	There are systematic communication channels with FAO representation in the Dominican Republic. FAO local offices supported SEA in the preparation of the first profile of the present project
IICA	Technical cooperation Project management and administration	Technical assistance to SEA Rural and export markets development support	2005– 2009	Studies and projects in support to organic production, analysis of value added chains promotion of agricultural exports, support to agricultural health services, technology and innovation.

Key file 4: Target group priority needs and project response

Typology	Poverty Characteristics	Coping actions	Priority needs	Project response
Poor rural households	Own less than 5 ha of land. Affected by topographic features and difficult agro ecological conditions. Limited employment opportunities. Weak social and organizational capital Lack of entrepreneurial culture. Lack access to financial and non financial services. Low level of technology Lack of land tenure security Limited access to markets.	Market their products through local middlemen or producers' organisations Temporary wage employment during harvest time; Female and male youth migration in search of employment opportunities; Borrow from private money lenders. Run micro and small rural businesses.	Improvement of product quality and productivity. Improved entrepreneurial capacity and attitude. Access to more valuable markets. Incorporation in dynamic producers organisations. Access to credit and technical assistance. Livelihoods diversification through access to non-farm employment opportunities.	Capacity-building for entrepreneurial and organisational development. Technical assistance for improvement of quality and productivity. Building linkages to valuable markets by establishing strategic alliances with buyers. Employment generation through agro-processing and value-addition. Improved access to financial and non-financial services
Rural women	Heavy workload conspires against social and productive activities. Weak recognition of their productive role. Lower level of education. Limited participation in producers organisations and decision-making bodies. Limited access to financial and non financial services.. Weak linkages with profitable markets. Lack of property rights.	Poorest women participate in agricultural labours, especially in harvest and post-harvest activities. Run micro-business and small-scale commerce. Engage in domestic services and raise a few animals. Work in agro-processing and manufacturing sectors. Daily domestic activities.	Alleviation of workload. Access to financial, physical and social assets. Improving access to markets. Improved capacity to participate in producers organisations and decision-making bodies Access to technical assistance. Decent employment.	Capacity-building for strengthening women's participation in producers' organisations and business. Child-care services and other labour savings measures. Technical assistance for Improvement of quality and productivity. Improved access to financial and non-financial services. Employment generation through agro-processing and rural tourism.
Rural youth	High unemployment rates Lack skills, land and assets to enter the labour market or start their own business. Risk of becoming involved in illegal activities and prostitution.	Wage work in agro-processing, manufacturing and service sector. Young girls run home-based micro enterprises Very poor girls get married at early age. Migration in search of employment opportunities.	Employment opportunities. Improved business and entrepreneurial skills.	Capacity-building for business skills development. Promotion of employment opportunities in agro-processing, rural tourism and production and marketing services.